

Questions orales

[Traduction]

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, comme je l'ai déjà indiqué, il y a trois genres de programmes: ceux qui sont mis en oeuvre par le gouvernement fédéral, ceux qui sont administrés par le gouvernement provincial et les programmes conjoints.

Les dépenses qui seront engagées dans le cadre de ces programmes dépendent de la participation de tous les intéressés. Nous attendons encore que la province de Québec apporte sa contribution aux programmes conjoints et aux programmes provinciaux.

* * *

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE**LA FERMETURE D'USINES DE VERRE**

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Monsieur le Président, en l'absence du premier ministre, ma question s'adresse au vice-premier ministre.

Le ministre sait que Consumers Packaging, le seul fabricant de verre au Canada, a annoncé récemment la fermeture de son usine de verre de Ville Saint-Pierre, au Québec, ainsi que la perte de 450 emplois.

Dans deux jours, la société annoncera sa décision de fermer une deuxième usine en Alberta ou en Colombie-Britannique, ce qui entraînera la perte de 300 à 450 emplois additionnels. Le directeur général de la société mère a reconnu que ces fermetures doivent permettre à l'industrie de demeurer concurrentielle à la suite de la suppression des tarifs canadiens dans le cadre du libre-échange.

Le vice-premier ministre peut-il expliquer aux 700 à 900 travailleurs canadiens qui sont sur le point de perdre leur emploi où ils peuvent s'inscrire aux innombrables programmes d'adaptation que le premier ministre a promis aux Canadiens durant la campagne électorale?

Des voix: Bravo!

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, j'ai en main une liste de sept ou huit pages énumérant les usines qui ont pris de l'expansion. . .

M. Broadbent: Déposez-la.

M. Crosbie: . . . ainsi que les nouveaux investissements attribuables à l'Accord de libre-échange.

Par exemple, Miramichi Pulp and Paper à Newcastle a engagé 300 nouveaux employés et en embauchera 100 autres à l'automne dans le cadre d'un plan d'expansion de 480 millions que l'Accord de libre-échange a rendu possible.

Je pourrais donner des tas d'exemples. Il est tout à fait improductif de faire ces allégations stériles et ridicules à la Chambre.

L'EFFET SUR L'OKANAGAN DE LA FERMETURE POSSIBLE DE L'USINE

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Monsieur le Président, si l'usine de l'Ouest qui doit fermer ses portes est celle qui est située dans la circonscription d'Okanagan—Shuswap, en Colombie-Britannique, 450 travailleurs se retrouveront sans emploi et cela représentera une perte de 32 millions de dollars pour l'économie régionale.

Des voix: Si!

M. MacWilliam: Comment le premier ministre ose-t-il prétendre que le libre-échange est avantageux pour l'économie de l'Okanagan, alors que voilà le genre de résultats que l'on obtient?

Des voix: Bravo!

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, les citoyens de l'Okanagan doivent souhaiter de tout coeur que ce soit le député précédent qui les représente.

Des voix: Bravo!

M. Riis: Citez un nom.

M. Broadbent: Pourquoi n'est-il pas là?

M. Crosbie: En fait, il n'est pas loin, monsieur le Président, il nous regarde.

A titre d'exemple, je signale que la société Alcan investit 48 millions de dollars dans son usine de Kitimat.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Le député de Calgary—Sud—Est a la parole.